

19 décembre 2005

Boycott des vins israéliens

Ces derniers jours, un bon nombre d'événements québécois et mondiaux ont modifié le paysage socio-politique.

On ne reviendra pas sur la défaite crève-cœur du mouvement syndical québécois due à l'intransigeance d'un gouvernement ultra-néolibéral soutenu par une opposition officielle fondamentalement en accord avec lui mais n'hésitant pas pour autant à se faire du capital politique à bon marché. On n'oubliera pas non plus l'ineptie stratégique de directions syndicales capitulardes malgré une base syndicale prête à en découdre au moins jusqu'au printemps dernier et même jusqu'à cet automne dans le cas des syndicats des employés généraux de la santé, directions syndicales soutenues par le silence opportuniste d'une gauche politique électoraliste qui recherche leur appui pour les prochaines élections. Le peuple québécois n'a pas fini d'en payer le prix : l'offensive privatisation/PPP va se déployer dans toute son écœurante splendeur dans le sillage de la loi 134, voté à l'ombre de la "loi spéciale", loi 134 qui ouvre la porte à la privatisation des services municipaux -- l'échevin gatinois Côté l'a vite compris -- et dans le sillage du jugement Chaoulli de la Cour Suprême qui ouvre la porte à la privatisation non seulement des services auxiliaires dans la santé (cafétéria, entretien, buanderie) mais des services médicaux proprement dits.

Pour ajouter l'insulte à l'injure, au sommet de l'OMC à Honk Kong, les grandes puissances ont réussi à imposer aux pays du Sud et aux manifestants fortement réprimés un accord pourri avec d'apparentes concessions, alors que les subventions aux exportations dans la sphère agricole auxquelles elles disent renoncer en 2013 ne représentent qu'un très faible pourcentage de l'ensemble de leurs subventions agricoles (3% pour l'UE) mais avec l'obligation pour les pays du Sud de négocier dans les prochains mois une ouverture dans la sphère des services dont font partie les services publics, ce qui ouvrent la voie à leur privatisation.

Mais il y a, me direz-vous, l'élection surprise dès le premier tour d'Evo Morales en Bolivie avec en plus une forte représentation inattendue de son parti, le MAS, au parlement. C'est effectivement une très bonne nouvelle -- l'Amérique latine reste en effet l'espoir du monde soutenue objectivement par la résistance iraquienne si ambiguë soit son orientation politique -- en ce sens que comme Afrique du Sud quand fut élu l'ANC de Nelson Mandela, la majorité autochtone (60% de la population bolivienne) victime d'un apartheid de facto gouvernera pour la première fois depuis 500 ans une portion des Amériques sur la base d'un rejet au moins idéologique de la politique néolibérale des "Blancs". Il ne faut pas cependant se faire d'illusion : le programme réellement existant du MAS en est un de construction d'un capitalisme national à la Lula (Brésil) ou à la Kirchner

(Argentine), à cette différence près toutefois qu'il devra accorder quelques concessions significatives aux mouvements populaires très mobilisés, comme l'ont démontré les soulèvements de 2003 et 2005, eu égard à la nationalisation des hydrocarbures et à la convocation d'une Assemblée constituante.

Le capitalisme et l'impérialisme -- appelons-les par leur nom -- ne nous ferons pas de cadeau sans combat féroce. Ce n'est pas parce que c'est le temps des Fêtes qu'il faut s'attendrir le cœur à leur en faire, surtout pas au gouvernement israélien qui peut donner l'impression d'être devenu "pacifiste" parce qu'il a apparemment évacué la bande de Gaza -- tout en n'en contrôlant les frontières et le développement économique -- alors qu'il poursuit allègrement la construction de son mur de la honte en Cisjordanie malgré qu'il y a un an un avis consultatif de la Cour Internationale de Justice (CIJ) en ait jugé illégale la construction. Je vous invite à répondre à l'appel de l'ensemble des organisations de la société civile palestinienne à boycotter l'achat de produits israéliens (voir dépliant attaché). Par exemple, au Québec, en date du 12 décembre 2005, le catalogue en ligne de la SAQ indiquait un total de 19 vins, brandy, etc. en provenance d'Israël. Sur ce nombre, on trouve même trois vins produits par Golan Heights Winery et provenant du Golan syrien, illégalement occupé et annexé par Israël. (Cabernet-Sauvignon/Merlot/Cabernet Yarden Mount Hermon, Chardonnay Golan, Merlot Yarden).

Marc Bonhomme